

Israël/Politique

Netanyahu semble avoir sauvé son gouvernement, au moins pour le moment

AFP
Jérusalem/Israël

Le parti nationaliste religieux Foyer juif paraît en effet avoir renoncé à conditionner son maintien au sein du cabinet à l'attribution du portefeuille de la Défense.

LE Premier ministre Benjamin Netanyahu semble avoir sauvé pour le moment le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, même avec une majorité minimale, un ministre clé ayant renoncé hier à exiger le portefeuille de la Défense pour rester. L'avenir du gouvernement en place depuis 2015 reste très aléatoire, un an avant l'échéance normalement fixée pour les législatives. Une majorité parlementaire d'une seule voix le laisse à la merci des chantages et des défections alors que s'annoncent des débats sur des sujets susceptibles de semer la discorde, par exemple une loi concernant le service militaire des ultra-orthodoxes. Sans parler d'événements extérieurs comme ceux qui ont mis à l'épreuve la cohésion gouvernementale ces derniers jours. Le gouvernement est plongé dans la crise depuis que l'ultranationaliste Avigdor Lieberman a claqué la porte de la Défense mercredi dernier, à la suite d'un cessez-le-feu conclu la veille avec les groupes palestiniens de la bande de

Gaza. Le parti nationaliste religieux Foyer juif conditionnait son maintien dans la coalition à l'attribution de ce portefeuille très convoité. Depuis lors, les commentateurs ne donnaient plus cher du gouvernement.

DISSUASION ERODEE ? Dans un spectaculaire revirement, le chef du Foyer juif et ministre de l'Éducation Naftali Bennett est revenu sur l'ultimatum lancé la semaine passée. Devant une foule de nationalistes, M. Bennett a durement critiqué l'action du gouvernement au cours de la décennie écoulée (dont neuf années de pouvoir de M. Netanyahu), au cours de laquelle "Israël a cessé d'être le vainqueur". Il a fustigé une force de dissuasion érodée et décrit des ennemis comme le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais "chaque jour plus arrogants parce qu'ils croient que nous avons peur de les affronter". Il a brocardé un gouvernement "pris de panique" devant les pressions européennes quand il s'agit de démolir le village bédouin de Khan al-Ahmar en Cisjordanie occupée. Pour autant, il a entendu le Premier ministre promettre la veille dans une intervention télévisée "qu'il changerait de cap", a-t-il dit. Si le Premier ministre est sérieux, "nous mettons de côté toutes nos exigences politiques pour le moment", a-t-il dit tout en reconnaissant

que ce choix pouvait avoir un "prix politique" pour son parti. M. Netanyahu avait redit peu auparavant devant une commission parlementaire qu'il serait "irresponsable" de provoquer la chute du gouvernement. Dimanche soir déjà, dans une intervention très alarmiste, il s'était figurativement drapé dans la tenue d'ancien d'une unité d'élite pour invoquer des menaces sécuritaires trop pressantes pour dissoudre la coalition. "Nous sommes dans une situation sécuritaire des plus complexes", avait-il dit sans préciser pourquoi le danger serait plus grand aujourd'hui. La démission M. Lieberman, qui a dénoncé le cessez-le-feu avec les groupes palestiniens de Gaza comme une "capitulation devant le terrorisme", laisse M. Netanyahu avec une majorité parlementaire d'une voix.

QUESTION DE TIMING. M. Netanyahu a cependant refusé de nommer M. Bennett à la Défense, et d'offrir un marche-pied potentiel à un homme qui ne dissimule pas ses ambitions et auquel il voue une aversion notoire. M. Netanyahu a décidé d'exercer au moins pour le moment ces fonctions, en plus de celles de Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Santé. Par ailleurs, un autre pilier de la coalition, le ministre



C'est le soulagement chez le Premier ministre Benjamin Netanyahu qui voit s'éloigner le spectre des élections anticipées.

des Finances de centre droit, Moshe Kahlon, s'opposait à la nomination de M. Bennett à la Défense. Il appelait à des élections le plus vite possible. L'apparente impasse semblait rendre inéluctables des élections anticipées. Mais M. Netanyahu résiste à ce scénario, un classique en Israël où aucune législature n'est allée à son terme depuis des décennies. Réputé pour son instinct de survie politique, il a une fois de plus déjoué l'adversité. Depuis des mois flotte dans l'air un parfum d'élections anticipées, savamment entretenu jusqu'à récemment par M. Netanyahu lui-même avant qu'il ne semble se raviser. En fait, s'accordent les

commentateurs, M. Netanyahu cherche à mettre le plus de distance possible entre les événements de la semaine passée dans la bande de Gaza et des élections anticipées. Le cessez-le-feu avec les groupes palestiniens a mis fin à la pire confrontation depuis la guerre de 2014 dans l'enclave palestinienne sous blocus, mais il semble avoir écorné l'image de M. Netanyahu comme le meilleur garant de la sécurité d'Israël. En particulier, les habitants de la périphérie de Gaza, chez lesquels se recrutent de nombreux électeurs du Likoud, son parti, en veulent au gouvernement de les laisser à la merci des prochaines salves palestiniennes.

France/Au lendemain de l'intervention du Premier ministre à la télévision

"Gilets jaunes" : droite et gauche critiquent un Edouard Philippe inflexible

AFP
Paris/France

DROITE et gauche critiquaient hier un Premier ministre jugé inflexible après son interview sur France 2 au cours de laquelle il a assuré qu'il tiendrait "le cap" malgré la mobilisation des "gilets jaunes". "Il a tort car cela exacerbe la colère", a réagi la porte-parole des Républicains Laurence Sailliet sur franceinfo : "son intervention hier (dimanche, NDLR) était l'apogée du mensonge et du mépris", a-t-elle ajouté en critiquant sa "totale déconnexion" d'avec les Français. "Edouard Philippe a bien parlé... pour ne rien dire. Le

boxeur est fatigué : l'esquive ne suffit pas après deux jours d'insurrection citoyenne", a de son côté jugé Jean-Luc Mélenchon, le chef de file de La France insoumise, dans un tweet. « Il aurait pu dire "Je vous emmerde", ça aurait été moins long et ça aurait voulu dire le même chose... », a lancé Ian Brossat, tête de liste PCF pour les élections européennes, également sur Twitter. « Après l'interview pour rien du Président, voici l'interview pour rien du Premier ministre. Rien ne change, rien n'est annoncé, tout est de la faute de ceux d'avant. Il "entend" mais s'entête », a abondé sur Twitter la porte-parole du Parti socialiste Boris Vallaud, tandis que le premier secrétaire Olivier Faure réclamait de nouveau des

"Etats généraux du pouvoir d'achat et du financement de la transition énergétique". Au Rassemblement national, l'eurodéputé et responsable du RN Nicolas Bay a critiqué sur Radio Classique un Premier ministre qui "dit j'entends la colère mais je ne bougerai pas d'un iota sur le cap", et un "pouvoir" qui veut "décrédibiliser un mouvement qui leur échappe totalement". Le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan a quant à lui qualifié d'"insupportable" l'intervention du Premier ministre, fustigeant sur Twitter un "gouvernement de technocrates déconnecté de la réalité et mépris(ant) la détermination des Français". Julien Bayou, porte-parole des écologistes d'EELV,



Le Premier ministre Edouard Philippe a essuyé de vives critiques après son passage dimanche soir au "Jité" de 20 heures sur France 2.

s'interrogeait après les déclarations d'Edouard Philippe : "Et donc ? Vous allez revenir sur les cadeaux fiscaux ISF Exit tax ou CICE pour financer la transition

écologique et l'accompagnement des plus fragiles ? Impossible de réclamer des efforts aux uns quand on exonère les autres", a-t-il tranché dans un tweet.

L'Afrique en bref

- **Afrique du Sud/Corruption. Un ministre accuse Zuma**
Un ministre sud-africain respecté, chantre de la lutte contre la corruption, Pravin Gordhan, a accusé hier l'ancien président Jacob Zuma d'avoir "autorisé un climat d'impunité permettant la corruption".
- **Centrafrique/Paix. Paris veut des progrès "urgents"**
La France a souligné hier "l'urgence" à progresser dans le processus de paix de l'Union africaine en Centrafrique, après une nouvelle flambée de violences, et salué le transfert à la Cour pénale internationale d'un ancien chef de milices, Alfred Yekatom.
- **Nigeria/Présidentielle. La campagne commence**
Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, et son principal rival, le riche homme d'affaires Atiku Abubakar, ont dévoilé leur programme donnant hier le coup d'envoi de la campagne présidentielle, à trois mois du scrutin.
- **RDCongo/Politique. 17 activistes pro-démocratie en liberté provisoire**
Dix-sept militants pro-démocratie arrêtés le 1er novembre ont été remis en liberté provisoire dimanche en République démocratique du Congo où une ONG britannique contre la torture s'est alarmée des conditions de détention d'activistes entre 2005 et 2017.

A travers le monde

- **France-Belgique/Diplomatie. Macron à Bruxelles pour approfondir les bonnes relations entre voisins** Le



président français Emmanuel Macron a entamé hier une visite d'Etat exceptionnelle de deux jours en Belgique, qui vise à approfondir les bonnes relations franco-belges au moment où l'UE traverse des turbulences liées à la montée des populismes. • **Yémen/Conflit. Rebelles et gouvernement derrière l'Onu**
Les rebelles et le gouvernement yéménites se sont déclarés favorables hier aux nouveaux efforts de paix de l'Onu, renforçant la possibilité d'une tenue prochaine de négociations en vue d'un règlement politique au conflit qui ravage le Yémen depuis plus de trois ans.